

DANS LES ARCANES DE Trop sans sigle

On confond communément sigles et acronymes, les seconds existant rarement sans les premiers, ceux-ci ne devenant pas forcément des seconds. Parfois, certains connaissent une forme de consécration lorsque leur abréviation en suite de lettres du type C.N.E.S. (pour Centre national d'études spatiales) devient un mot « Cnes » ou encore lorsque l'O.N.I.A. (Office national industriel de l'azote) se prononce « Onia ». Ce sont des sigles qui ont réussi. Il faut dire qu'une succession de consonnes est un obstacle notable à l'acronymisation, et on aura beau nous affirmer

« SNCF c'est possible ! », cela reste impossible à prononcer, à part en éternuant. Ainsi, se joue une guerre secrète entre sigles et acronymes où les uns paraissent garants d'une exactitude plus ou moins scientifique, alors que les autres se vulgarisent dans le langage courant. Ce conflit à bas bruit est notable dans les sphères opaques des services secrets, polices politiques, et autres barbouzeries, le K.G.B., la C.I.A., la D.S.T. n'ont pas réussi à devenir des mots comme la Guépéou (G.P.U. : Gossoudarstvénnoïe polititcheskoié oupravlénié), le Sdec (S.D.E.C.E., Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) ou encore le Sac (S.A.C., service d'action civique). Mais aussi dans les grandes écoles, ainsi l'I.N.S.P

(Institut national du service public) a bien remplacé l'ENA, mais pas dans le vocabulaire commun. Pourtant, le vocabulaire évolue ces derniers temps vers une inflation des sigles et acronymes en

glamours : G.A.L. pour les galériens, et en plus ils étaient inscrits au fer rouge. D'ailleurs, jusqu'en 1982, l'homosexualité était considérée comme un crime en France, et des associations se sont créées

pour défendre les droits des minorités sexuelles. Aujourd'hui, la question de la préservation de la mémoire L.G.B.T.Q.I.A.+ se pose tant aux acteurs publics que privés. La S.I.G.T. venait aussi du secteur privé et supervisait la construction des immeubles de la rue de Metz au tournant du 19^e siècle. Époque rêvée pour les promoteurs, où il n'existait ni Z.P.P.A.U.P. (zones de protection du patrimoine architectural

urbain et paysager) ni Z.N.I.E.F.F. (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique), ni acronymes abscons. D'ailleurs, il n'est pas sûr qu'ils soient encore d'actualité, au même titre que les Z.A.I. (zone d'activités intercommunales) ou Z.R.U. (zone de redynamisation urbaine) tant ces toponymes évoluent vite. Il sera donc intéressant d'explorer les strates de l'acronymie archéologique. Et, quitte à remonter le temps, pourquoi ne pas invoquer Paul Eluard pour vous parler des S.I.G. grâce auxquels je peux vous indiquer les coordonnées G.P.S. (Global Positioning System) exactes de sa tombe au cimetière du Père-Lachaise : **48° 51' 40" N, 2° 23' 39" E.**



lien avec les lexiques du management et des pratiques numériques, non sans générer certaines confusions. Ainsi ASAP peut signifier « Avis de somme à payer » comme « As soon as possible » (aussi vite que possible). Je vais donc immédiatement débiter la présentation du n°173 d'*Arcanes* avec le G.O.A.T. de la photo Jean « Greatest Of All Time » Dieuzaide, pour évoquer son travail de commande auprès de divers clients : cabinets d'architecte, banques, sociétés industrielles...

Autre forme d'entreprise, plutôt criminelle, le S.P.E.C.T.R.E. (Service Pour l'Espionnage, le Contre-espionnage, le Terrorisme, la Rétorsion et l'Extorsion) fut inventé par l'écrivain Ian Flemming. Alors que sous l'Ancien Régime les sigles des malfaiteurs étaient moins

ZOOM SUR Siglé

Le phénomène n'est pas nouveau, il pourrait même être né avec l'écriture. Il sert à réduire l'espace et le temps nécessaires à transmettre une information ou un concept, les contracter, en faire une entité identifiable aisément. Dans le monde moderne du milieu du 20^e siècle, il est surtout utilisé pour nommer des entreprises, des institutions, des procédés, des services et naturellement on le trouve en abondance dans les intitulés des dossiers que nous conservons ici, aux Archives. Dans le fonds Jean Dieuzaide, on en trouve surtout sur les planches «clients»¹. Ça regorge, le commun des mortels pourrait s'y perdre, d'autant que le sens de certains s'est perdu au fil du temps. L'acronyme et le sigle sont partout, jargonisant nos quotidiens à coups de néologismes obscurs qui définissent les interlocuteurs en deux catégories : ceux qui les utilisent et les autres. Jean Dieuzaide en use, beaucoup. Au quotidien ils ont le don de m'agacer car ils parient sur un savoir que tous les interlocuteurs peuvent ne pas avoir. Bien sûr on comprend qu'il est plus rapide de dire et d'écrire et d'entendre et de lire SETOMIP plutôt que société d'équipement Toulouse Midi-Pyrénées. Et il est vrai que Jean losange Bardou ne parle à personne (quoi que, j'en ai connu un par le passé) alors que J.B... ! On trouve



ainsi beaucoup de sigles dont finalement assez peu sont devenus des «mots» mais ajoutons AAA², BREC³, CESR⁴, HBA⁵, IBM⁶ ou ULC⁷. Bien sûr ONIA, RAP⁸, SNCASE-SA⁹ font partie du paysage dieuzaidien mais ces collections ont été cédées avant d'entrer dans le fonds municipal toulousain. Là où la situation devient cocasse, c'est quand un acronyme est lui-même abrégé et acronymisé ! Nous passons ainsi de

l'école nationale supérieure d'électrotechnique, d'électronique, d'informatique, d'hydraulique et des télécommunications (ENSEEHT) à l'N7, y compris à l'écrit. Et ça n'a rien à voir avec l'auto-route des vacances. Preuve à l'appui.

1. Pour rappel, ce sont les planches de carton fin de 25 cm x 37 cm sur lesquelles Jean Dieuzaide et ses équipes collaient les contacts des négatifs réalisés pour des clients. Une partie des entreprises (environ 150 sur 750) pour lesquelles un reportage avait été réalisé avait un ensemble de planches à son nom.

2. Atelier des architectes associés, regroupant Pierre Viatgé, Fabien Castaing, Michel Bescos, Alexandre Labat et Pierre Debeaux. 218 négatifs et leurs contacts réalisés entre 1957 et 1968.

3. Banque régionale d'escompte et de crédit. 17 négatifs et leurs contacts, fin des années 1950-début des années 1960.

4. Centre d'études spatiales des rayonnements. 333 négatifs et leurs contacts, sans date.

5. Houillères du bassin d'Aquitaine, mines et découvertes de Carmaux et Decazeville. 801 négatifs et leurs contacts, pris entre 1950 et 1959.

6. International business machines corporation. 46 négatifs, sans contacts, réalisés entre 1956 et 1967.

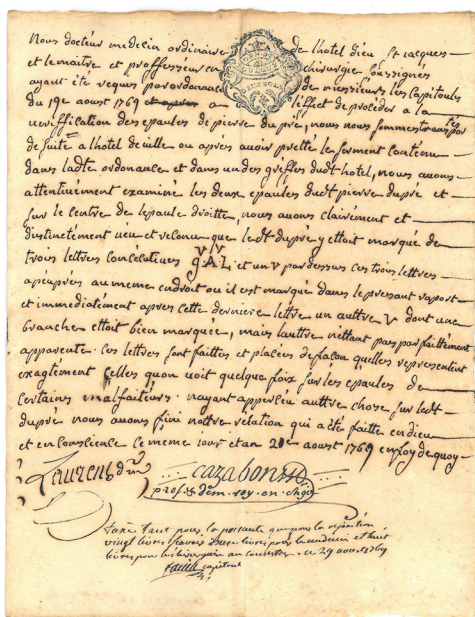
7. Union laitière coopérative. 293 négatifs et leurs contacts, pris entre 1953 et 1970.

8. Régie autonome des pétroles.

9. Sud Aviation.

DANS LES FONDs DE G.A.I.

Hé non, n'en déplaise à la thématique de ce mois-ci, nous ne parlerons pas d'acronyme mais bien de diminutif. L'Ancien Régime possède certes certains acronymes, mais trop souvent instaurés plus tard, donc anachroniques. Le diminutif du jour est à certains égards désarmant car il s'inscrit en lettres capitales, un peu comme un acronyme, il s'agit de **GAL**. Il apparaît officiellement le 24 mars 1724 dans une ordonnance royale et remplace le pictogramme (smiley pour faire moderne) de la fleur de lis¹. Ainsi, il convient d'être attentif, car ceux qui arborent le GAL avant cette date sont certainement des escrocs. L'ordonnance précitée crée encore deux autres diminutifs : le V. (facile à deviner) et le W. (pas évident). Mais alors que signifie ce GAL ? Serait-ce Gallinacé, Galimafrée, Galaxie, Galopin, Galant, Galette ou encore Gallois ? Non, il s'agit tout simplement de GALères. Le diminutif ou l'abréviation en question est créé pour être porté sur la peau, à même la peau, par ceux condamnés à la peine des galères. Il n'est pas décalqué, ni tatoué, mais appliqué avec un fer rouge ardent sur l'épaule droite du condamné. Voici là un casier judiciaire



indélébile – enfin, en principe – dont on reste décoré à vie. Celui de Pierre Dupré, qui illustre ce billet, est à ce titre assez éloquent, ses épaules étant couvertes de marques

diverses appliquées par un certain nombre de bourreaux du royaume. Les GAL fleuraient un peu partout dans le royaume avant d'être incorporés à la chaîne qui va les conduire vers les galères de Rochefort, Toulon ou Brest, où ils purgeront ainsi leur temps, ou bien où finiront leur vie.

N'hésitez pas à télécharger deux de nos dossiers des Bas-Fonds pour en savoir plus sur la marque au fer rouge, ou bien les recettes pour tenter de la faire disparaître.

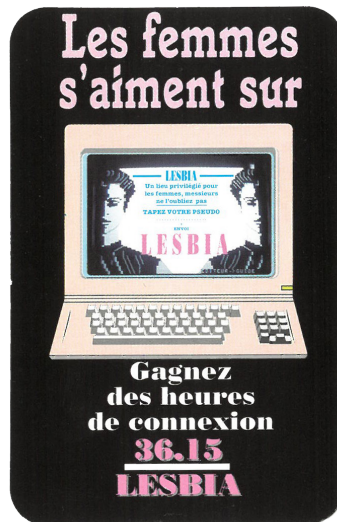
Notons qu'en vertu d'accords internationaux bilatéraux, nos amis les Suisses pouvaient envoyer leurs justiciables aux galères de Toulon. Mais, ne faisant pas partie de la CEE, ils n'utilisaient pas nécessairement le GAL pour les marquer, la république de Genève favorisant particulièrement ses armoiries traditionnelles : le pictogramme de la clef & de l'aigle (mais toujours appliqué au fer rouge).

1. Dont Milady de Winter, le personnage inventé par A. Dumas, est la plus célèbre évocation.

LES COULISSES

L.G.B.T.Q.I.A.+

Dans un souhait de pouvoir collecter les archives de la communauté L.G.B.T.Q.I.A.+ (Lesbiennes, Gays, Bis, Trans, Queer, Intersexes et Asexuel.les), l'Espace Diversités Laïcité, situé au 38 rue d'Aubuisson, organise régulièrement un comité dont l'objectif est de réunir les acteurs associatifs et institutionnels pour travailler ensemble à la préservation et à la valorisation de cette mémoire souvent effacée et oubliée. Les différentes structures présentes sont d'une part les bibliothèques, musées, monuments, et archives municipales. De l'autre part, des associations regroupant des personnes de diverses générations, dont *Jules et Julies*, *Bagdam Espace Lesbien*, *Généralisations plurielles*, *Arc-en-ciel Toulouse*, et des associations dédiées à la collecte, à la conservation et à la mise à disposition au public d'archives LGBTQ+, *Archives TPBGI De derrière les fagots* et *Queer Code*. La journée du 6 décembre 2025 a été l'occasion de mettre en avant ce travail commun engagé. Il a été question, par exemple, d'une exposition sur l'histoire LGBTQ+, d'une conférence d'Antoine Idier, sociologue et spécialiste de la condition homosexuelle en France dans les années 1960 à 1980, ou encore de la projection du



court métrage *De Pierre et de Seel*. Dans une volonté de valoriser nos archives sur le sujet, parmi lesquelles le fonds Bagdam Espace Lesbien (112Z), nous avons élaboré et mis à la disposition du public, à cet occasion, un livret les répertoriant. Le café lesbien, originellement appelé *Bagdam*

Cafée, est inauguré en 1989. Ce lieu, unique et novateur pour la fin des années 1980 à Toulouse, permettait à la communauté lesbienne de se rassembler en non-mixité, et d'organiser des événements tels que des rencontres et débats littéraires, des conférences, des expositions, des lotos, des concerts, ou encore des matchs de foot... Les archives de l'association nous ont été données en 2016, mais celle-ci continue d'exister et de proposer des événements. De plus, le fonds sur le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) contient un dossier (111Z17) concernant les luttes des lesbiennes sur les questions du féminisme et leur place dans le mouvement. Les Archives proposent également, de façon trimestrielle, des expositions de documents dans les vitrines de l'accueil. A l'occasion du mois consacré aux droits des femmes, l'une des vitrines est dédiée aux archives du MLF et de Bagdam Espace Lesbien. Une vidéo publiée sur les réseaux sociaux va être réalisée pour présenter ces fonds. Les réunions avec l'Espace Diversités Laïcité continuent cette année, permettant de faire éclore de nouveaux projets.

DANS LA RUE

La S.I.G.T. un sigle pour des bâtisseurs d'immeubles aux façades de pierre



Dans les dernières années du 19^e siècle, la municipalité toulousaine décide d'achever la seconde portion de la rue de Metz allant du musée des Augustins à la rue du Rempart Saint-Etienne. L'arrêté d'expropriation pour cause d'utilité publique est promulgué le 10 janvier 1894 par la préfecture. Une partie des propriétaires demande alors une expropriation totale de leur immeuble, et non pas seulement des parties traversées par la percée, conduisant à un important surcoût à la charge de la ville. Une société privée, composée de MM. Deffès, Lhomme et Masson,

propose à la ville d'acheter les terrains en excédent, ceux qui ne sont pas incorporés à la voie publique. Leur offre est acceptée et un traité est signé le 27 juillet 1894. A la suite de défauts de paiement de la société concessionnaire, un nouveau traité est signé le 16 mars 1896, toujours avec Deffès qui remplace ses deux associés par les entrepreneurs de la nouvelle gare Saint-Jean à Bordeaux, Bertrand Baron et Jean Bouche. Un an après, le 19 octobre 1897, Deffès, Baron et Bouche forment la Société Immobilière Grenobloise Toulousaine (S.I.G.T.), S.A. au capital de 2 millions de francs, dont les statuts sont déposés chez maître Lescot à Grenoble. La S.I.G.T. prend possession de 60 % des terrains constructibles bordant la future rue de Metz, représentant la construction de 13 immeubles (n°30, 31, 32, 34, 36, 38, 40, 41, 43, 42, 54, 56bis, 60bis rue de Metz). Par ailleurs, la S.I.G.T. s'engage par contrat à n'employer que des ouvriers toulousains, à utiliser les matériaux que leur fournirait l'industrie locale, à faire appel aux menuisiers et marchands de bois locaux, à bâtir des édifices conformes à ceux de la rue d'Alsace-Lorraine et d'une hauteur de 12 mètres environ. Ces bonnes

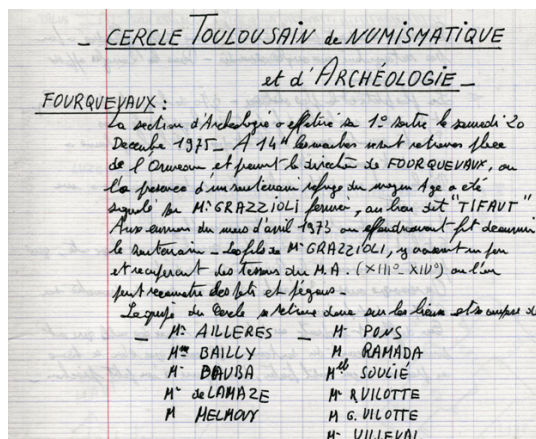
intentions de départ ne semblent pas avoir été parfaitement suivies. En effet, les architectes grenoblois Auguste Demartiny et Charles Coutavos n'ont proposé que des immeubles aux façades majoritairement en pierre de taille, laissant planer un doute sur leurs autres engagements.



SOUS LES PAVES

Archéonyme

Dans le domaine de l'archéologie, l'acronyme le plus connu est probablement SRA, désignant le Service régional de l'archéologie basé à la DRAC, Direction régionale des Affaires culturelles. Tous les archéologues se doivent d'être en rapport avec ce service de l'État chargé de contrôler toute activité de fouille en France. L'INRAP, Institut national de recherches archéologiques préventives, a su aussi se faire une abréviation en tant que principal acteur de cette discipline. Cette structure est l'héritière de l'AFAN, Association pour les fouilles archéologiques nationales. Les archéologues travaillant pour Toulouse Métropole attendent, quant à eux, pour fixer leur acronyme, qu'on sache qui



passera définitivement à la postérité, entre Service archéologique ou Cellule archéologique. Certains sigles ont hanté la recherche toulousaine comme le TCF, Touring-Club de France, qui animait un groupe d'archéologie antique dans les années 1960. Puis, une décennie plus tard, apparut le CTNA, Cercle toulousain de numismatique et d'archéologie. Sa section archéologique fit quelques prospections de terrain comme le montre le carnet que nous présentons. On y voit le compte-rendu de leur première sortie à Fourquevaux, le 20 décembre 1975. Ce jour-là, sous la direction du regretté Gérard Villeval, fut levé le plan d'un souterrain médiéval qu'un effondrement avait mis au jour quelques mois plus tôt.

EN LIGNE

S.I.G.

Sur les fonds de plans géoréférencés
Sur les projections Lambert vérifiées
J'écris ton nom

Sur les couches vecteurs superposées
Sur les rasters soigneusement recalés
J'écris ton nom

Sur les polygones fermés
Sur les attributs renseignés
J'écris ton nom

Dans les tables relationnelles
Dans les champs normalisés
J'écris ton nom

Sur les parcelles cadastrales
Sur les matrices complétées
J'écris ton nom



Dans les couches d'UrbanHist
Dans les temporalités concaténées
J'écris ton nom

Sur les voiries déplacées
Sur les îlots recomposés
J'écris ton nom

Sur la Garonne numérisée
Sur les remparts disparus mais localisés
J'écris ton nom

À l'échelle un pour mille
À l'échelle un pour dix mille
J'écris ton nom

S.I.G.

Crédits photos :

1. Buvard publicitaire pour l'ONIA, année 1930. Mairie de Toulouse, Archives municipales, 45Fi18.
2. Toulouse, rue Camichel. 1962. Vue perspective de la cour de l'ENSEEHT. Fonds Jean Dieuzeide - Mairie de Toulouse, Archives municipales, 84Fi/nc/ENSEEHT47.
3. Relation d'expertise des épaules de Pierre Dupré ; extrait de la procédure faite contre lui pour cas de vol, recel et récidive. Archives municipales de Toulouse, FF 813/6, procédure # 154, procédure du 19 août 1769.
4. Carte publicitaire pour le site de rencontre Minitel « Lesbia », du nom de la revue lesbienne d'expression, d'information et d'opinion éponyme, parue pour la première fois en 1982. Mairie de Toulouse, Archives municipales, fonds de l'Association Bagdam Espace Lesbien, 112225.
5. Coupe et élévation d'un immeuble pour la S.I.G.T. 30-34 rue de Metz signées par les architectes Demartiny et Coutavoz, 1898. Mairie de Toulouse, Archives municipales, 64Fi8490.
6. Carnet de prospection de la section archéologique du Cercle toulousain de numismatique et d'archéologie, 1975-1976, archives Gérard Villeval.
7. UrbanHist la géoplateforme patrimoniale des Archives municipales, Stéphanie Renard - Mairie de Toulouse, Archives municipales, 4NumNC.

MAIRIE DE  TOULOUSE

La lettre d'information Arcanes est éditée par la Mairie de Toulouse. L'utilisation de tout contenu (image, média, texte) est soumise à autorisation. Les contenus de la lettre d'information Arcanes sont donnés à titre informatif, et n'engagent en rien la responsabilité de la Mairie de Toulouse.

Contributeurs : Archives municipales : J. Akili, B. Fougeron, P. Gastou, M. Gonzalez, G. de Lavedan, S. Renard ;
Direction du Patrimoine : M. Comeloungue, E. Friquart

Si vous souhaitez recevoir Arcanes chaque mois dans votre messagerie, inscrivez-vous sur
<https://www.archives.mairie-toulouse.fr/>

